



**Depuis 1979
à Villeurbanne
www.afal.fr**

afal@afal.fr

Depuis quelques années le Venezuela subit une déstabilisation avec un blocus, dégradant la situation économique et sociale du pays.

En mai 2018, lors des élections présidentielles M Nicolas Maduro a été élu président de Venezuela avec le pourcentage de 67,84%, équivalent à 6.245.862 de votes, élection suivie par de nombreux observateurs internationaux.

Le 23 janvier Juan Guaidó, président de l'Assemblée Nationale s'est autoproclamé président de la République par intérim.

...De toute évidence, les choses ont été bien préparées, comme le souligne le Wall Street Journal. La veille, le vice-président américain Mike Pence avait invité les Vénézuéliens à manifester contre le président Nicolás Maduro, en les assurant du soutien des États-Unis. Et, quelques heures à peine après l'auto proclamation de M. Guaidó, des camions publicitaires circulaient dans les rues de New York, évoquant la chute de l' « usurpateur Maduro », remplacé par le « président Guaidó »...¹

Les Etats-Unis bafouent, impunément, le principe de non intervention et autodétermination des peuples, avec la complicité des États dociles au gouvernement de M. Trump.

Ce coup d'État au Venezuela, nous rappelle les heures les plus sombres de l'Amérique Latine, à l'époque des dictatures (depuis 1964 au Brésil). Nous avons encore dans la mémoire l'intervention des Etats-Unis au Chili de Salvador Allende (1970-1973), une campagne de déstabilisation à coup de millions de dollars avait été orchestrée contre le gouvernement légitime de Président Allende, privant le peuple de ressources, en cachant les aliments et en sabotant avec le terrorisme l'économie du Chili. Ce vieux schéma, appliqué au Chili, est le même qui prétend s'imposer au Venezuela. Allende avait nationalisé le cuivre, Chavez le pétrole.

Comme l'affirmait avec courage le président de la Bolivie M Evo Morales— *...Les États-Unis envahissent des pays, lancent des missiles ou financent des changements de régimes, ils le font accompagné d'une campagne de propagande au nom de la justice, de la liberté, de la démocratie, les droits de l'homme ou pour des raisons humanitaires.*

La démocratie n'intéresse pas les États-Unis. Si c'était le cas, ils n'auraient pas financé des coups d'État et appuyé des dictateurs, ils ne menaceraient pas avec des interventions militaires des gouvernements démocratiquement élus comme ils le font contre le Venezuela.

Ni les droits humains, ni la justice ne les intéressent. Si c'était le cas, ils signeraient les conventions internationales de protection des droits humains, ils n'abandonneraient pas le Conseil des Droits de l'homme, ne sépareraient pas d'enfants migrants de leurs familles, ils ne les mettraient pas dans des cages." ...²

Le seul intérêt des Etats-Unis, c'est de s'approprier les énormes ressources pétrolières du Venezuela.

Nous appelons l'opinion publique française et internationale, à manifester contre ce véritable coup d'État au Venezuela, pour le respect des principes d'autodétermination des peuples, et contre l'intervention des Etats-Unis.

¹ <https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2019-01-24-Venezuela>

² Discours du Président de la Bolivie à l'ONU le 26/09/2018